

## Flash Economie

20 mai 2020 - 618

### Comment augmenter les bas salaires en France ?

L'idée que beaucoup de salariés ont des rémunérations trop faibles pour vivre convenablement est juste et est très répandue dans l'opinion.

Mais comment faire pour augmenter les bas salaires en France ?

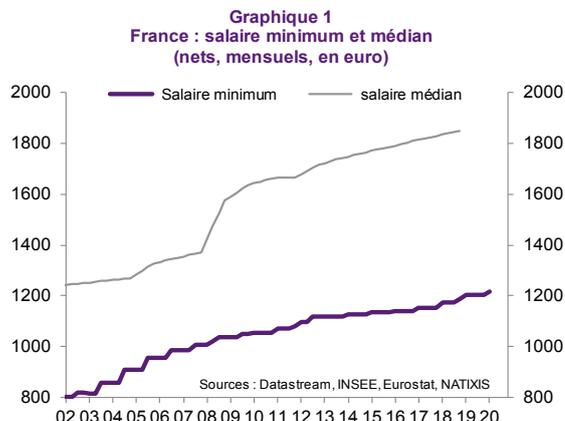
- Il y a d'abord trois difficultés sérieuses : il n'y a pas d'anomalie macroéconomique dans le partage des revenus en France (les salaires réels ont augmenté plus vite que la productivité) ; la sensibilité de l'emploi peu qualifié au coût du travail est élevée ; en ce qui concerne les salariés du secteur public, la situation des finances publiques est déjà très dégradée ; ces trois difficultés impliquent qu'une hausse générale des salaires ou une hausse du salaire minimum auraient un effet très défavorable sur l'emploi ;
- il reste alors trois pistes :
  - la généralisation de l'intéressement et de la participation à toutes les entreprises, alors qu'il concerne aujourd'hui surtout les salariés des grands groupes ;
  - le passage à des taux de cotisations sociales des employeurs négatifs sur les bas salaires (les cotisations sociales des employeurs ayant déjà été presque totalement annulées sur les plus bas salaires) ;
  - accepter l'idée que la hausse des salaires des enseignants et des personnels hospitaliers, de santé, est un investissement public rentable.

**Patrick Artus**  
Tel. (33 1) 58 55 15 00  
patrick.artus@natixis.com  
 @PatrickArtus

[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

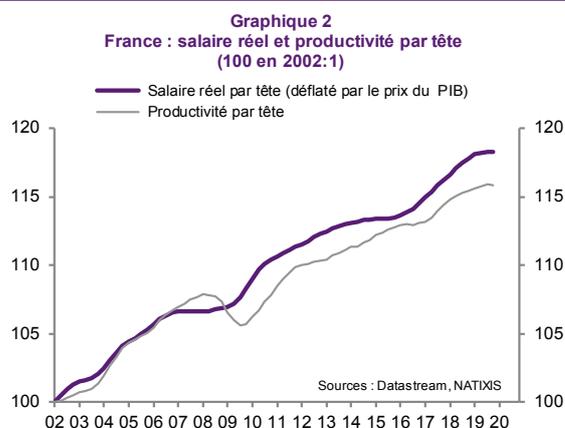
## Augmenter les bas salaires en France : trois difficultés

Il existe un consensus assez large pour penser que **beaucoup de salariés en France ont des rémunérations trop faibles pour vivre convenablement, particulièrement dans les villes**. Le salaire médian et le salaire minimum sont faibles (**graphique 1**), et il faudrait pouvoir augmenter les bas salaires.

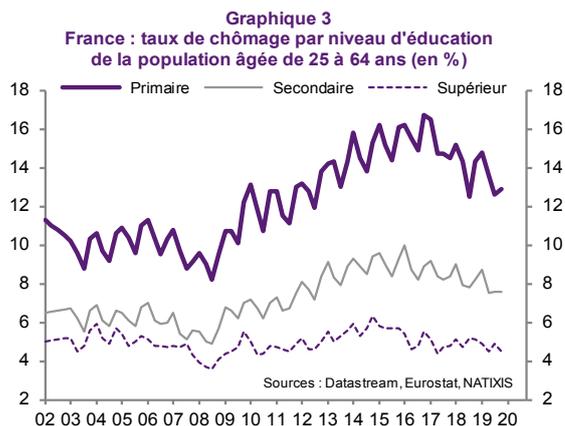


Mais on se heurte immédiatement à trois difficultés :

- 1- le partage des revenus ne s'est pas déformé en France au détriment des salariés (**graphique 2**), et il n'y a donc pas d'anomalie dans le partage macroéconomique des revenus en France qui justifierait une hausse généralisée des salaires ; la situation de la France est ici très différente de celle des autres pays de l'OCDE ;

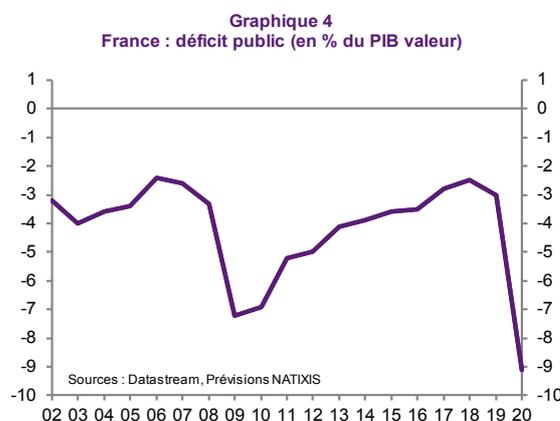


- 2- Le taux de chômage des peu qualifiés est très élevé (**graphique 3**), et on sait que la sensibilité de l'emploi peu qualifié au coût du travail peu qualifié est forte.



Ceci implique **qu'une hausse du salaire minimum aurait un effet très négatif sur l'emploi ;**

- 3- **La situation des finances publiques est très dégradée en France (graphique 4) et accroître les bas salaires dans le secteur public est donc difficile.**



## Quelles pistes reste-t-il alors pour pouvoir augmenter les bas salaires ?

### 1- Généraliser l'intéressement et la participation

L'intéressement et la participation (le « partage des profits ») permettent d'accroître la rémunération sans accroître les salaires. Ce dispositif, ou un dispositif d'épargne salariale, concerne en France seulement 11% des salariés des TPE (très petites entreprises) et 86% des salariés des entreprises de plus de 10 000 salariés.

Au total, seulement 36% des salariés bénéficient de l'intéressement, de la participation ou d'un dispositif d'épargne salariale : **l'extension de ces dispositifs à tous les salariés serait donc très favorable.**

- 2- **Un taux de cotisations sociales des employeurs négatif sur les bas salaires.** Les cotisations sociales des employeurs ont été presque entièrement enlevées sur les bas salaires, **mais un taux négatif de cotisations permettrait une hausse du salaire minimum.**

Cette hausse de salaire serait mieux reçue qu'une hausse des transferts publics (Prime d'Activité).

- 3- **Accepter l'idée que la hausse des salaires des enseignants** (22% plus bas en milieu de carrière en France que dans les autres pays de l'OCDE) et des personnels hospitaliers (en France, la rémunération des infirmiers à l'hôpital est de 5% inférieure au salaire moyen, elle est de 14% supérieure au salaire moyen dans l'ensemble de l'OCDE) est un investissement public rentable et non une dépense publique, car elle attire des personnes qualifiées et de qualité dans l'éducation et la santé.

## **Synthèse : redresser les bas salaires sans dégrader la macroéconomie**

Il est dangereux en France, on l'a vu :

- d'accroître tous les salaires, avec un partage des revenus déjà favorable aux salariés ;
- d'accroître le salaire minimum, avec la forte sensibilité de l'emploi peu qualifié à son coût ;
- d'accroître tous les salaires du secteur public, avec la situation dégradée des finances publiques.

Mais on peut réfléchir :

- à l'extension à tous les salariés de l'intéressement-participation ;
- à une hausse du salaire minimum contrepartie de taux de cotisations sociales des employeurs négatifs sur les bas salaires ;
- à considérer la hausse des salaires des enseignants et des personnel de santé comme un investissement public rentable.